

# Un tremplin, pas un hamac

■ La pauvreté n'est pas un accident de parcours, mais une conséquence directe de choix politiques. Le nouvel accord gouvernemental est une opportunité à saisir.

Les citoyennes et citoyens ont voté, les cartes sont distribuées. Les positions sont renforcées (les unes de façon plus catégorique que les autres) et les débats sont terminés. Maintenant, il s'agit de former un gouvernement qui peut et veut s'attaquer aux véritables défis. Et ces défis sont de taille. Nous sommes toujours en pleine crise; une crise non seulement grave, mais qui dure déjà plusieurs années, pour ne pas dire plusieurs décennies. Parce qu'une société avec quelque 2 356 000 personnes vivant sous le seuil ou au bord du seuil de pauvreté, est une société en crise.

Malgré de nombreux plans d'action, intentions et promesses, les dernières législatures n'ont pas fait avancer la lutte contre la pauvreté, au contraire. La Belgique s'est engagée envers l'Europe de réduire ce chiffre (deux millions trois cent cinquante-six mille !) en sortant au moins 380 000 personnes de la pauvreté à l'horizon de 2020. Or, au lieu de reculer, la pauvreté concerne à ce jour 162 000 personnes supplémentaires. La pauvreté n'est pas un accident de parcours, mais une conséquence directe de choix politiques. Une solution existe donc, fonction d'une volonté et de choix politiques adéquats. Les instruments pour réduire la pauvreté existent eux aussi. Devant nous, le nouvel

accord gouvernemental est une opportunité à saisir. Quels que soient les partis qui formeront le prochain gouvernement, ce dernier devra faire face à une situation devenue dramatique pour une trop grande partie de la population et y répondre en conséquence. Des mesures ambitieuses s'imposent, en cette heure d'urgence sociale, qui ne peut plus tolérer ni atermoiement, ni condition.

Même si la pauvreté est autrement plus complexe que le seul manque de revenus, un revenu trop bas mène indubitablement à la pauvreté et à l'adoption de stratégies de survie. Celles et ceux qui, au quotidien, luttent pour se

nourrir, pour répondre à des créances impayées et impayables, perdent les ressources financières et psychologiques nécessaires pour pouvoir participer dans la société : chercher un travail, suivre une formation, élargir son réseau social, entre autres. Lutter contre la pauvreté et les inégalités est lutter pour le bien-être d'une société dans son ensemble; pour permettre aux personnes de sortir de la pauvreté, elles doivent bénéficier d'un revenu adéquat, au-dessus du seuil de pauvreté. Le prochain gouvernement fédéral doit en premier lieu s'atteler à la tâche de garantir ce revenu pour tous. Plusieurs allocations en Belgique se trouvent toujours en dessous du seuil de pauvreté. Faire figurer leur augmentation dans l'accord gouvernemental et le budget de

l'Etat est non seulement un devoir moral, mais un exercice réalisable : en 2008, la Cour des Comptes en a évalué le coût à 1,25 milliard d'euros. Avec une indexation de 20 %, ce montant s'élèvera aujourd'hui à 1,5 milliard d'euros.

A titre de comparaison, la déduction des intérêts notionnels coûte chaque année quelque 6 milliards d'euros à la Belgique. Une question, donc, de choix politique. Ramener les montants des revenus à un niveau adéquat implique aussi de garantir l'accès à ces revenus.

Les conditions d'accès aux allocations se sont multipliées ces dernières années, rendant cet accès de plus en plus difficile, voire impossible. Avant les élections, des contreparties ont été souvent mises en avant, censées "inciter" les bénéficiaires à "s'activer". Après les élections, il faut impérativement tenir compte de la réalité : un revenu adéquat et accessible pour toutes et tous est indispensable à une citoyenneté active. La pauvreté et le manque de revenus éloignent les personnes de la société et du marché du travail. Un revenu adéquat et accessible n'est pas un hamac, mais constitue un tremplin vers une vie de qualité et une participation pleine à la société.

## COLLECTIF

Réseau belge sur le revenu minimum.